

# NON à Macron et sa politique !



**RASSEMBLEMENT LE 15 OCTOBRE à 11 H**

**- Place du Général de Gaulle - Marseille**

Lors de sa dernière visite à Marseille, le président Macron a clairement affiché sa volonté d'accélérer la mise en œuvre de la politique gouvernementale dans le département des Bouches du Rhône : réduire nos capacités industrielles et laisser les Services Publics et la Sécurité Sociale aux marchés financiers. Sa mission : faire de notre département le laboratoire de la privatisation où l'État organiserait les appels d'offres et les opérateurs privés réaliseraient les profits, tout cela au détriment de nos conditions de travail et de vie.

## **IL S'AGIT D'UN REMODELAGE EN PROFONDEUR DE NOTRE DÉPARTEMENT QUI REMET EN CAUSE :**

- ⇒ le droit à l'accès pour tous à l'Éducation, à la Santé, aux Transports, au Logement, à la Culture,
- ⇒ nos libertés individuelles et collectives (surveillance accrue, restriction du droit de grève...),

Alors que nous vivons déjà dans un département où se côtoient les plus grandes inégalités de France, où le taux de chômage dans certaines villes et quartiers est supérieur à la moyenne nationale, ces choix faits par le président des riches et son gouvernement vont aggraver la précarité et la misère.

## **POUR VIVRE ET TRAVAILLER DIGNEMENT DANS LES BOUCHES DU RHONE**

### **LA CGT 13 REVENDIQUE UN PLAN D'URGENCE POUR L'EMPLOI :**

- L'augmentation des salaires, des pensions et minima sociaux,
- L'arrêt de tous les plans de licenciements, des fermetures d'entreprises, des restructurations de services et des réformes en cours (loi de transformation de la Fonction Publique, GHT, PLFSS, Assurance Chômage),
- L'arrêt de la casse de nos Services Publics et de notre Sécurité Sociale,
- La prise en compte des projets et solutions alternatifs portés par les salariés et la CGT dans les entreprises menacées,
- Le remboursement des financements publics versés aux entreprises qui licencient,
- Que les moyens soient donnés aux Services Publics pour assurer leurs missions au service de l'intérêt général en garantissant à tous le droit élémentaire de se soigner, de se loger, de s'éduquer...